



acat.ch



ACAT SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA

Action des chrétiens pour un monde sans torture ni peine de mort
Aktion der Christen für eine Welt frei von Folter und Todesstrafe
Azione dei cristiani per un mondo senza tortura né pena di morte

Un peuple sans droit à l'existence

Dossier de campagne

L'oppression sans précédent des Ouïghour.e.s en Chine –
et pourquoi l'Occident devrait taper du poing sur la table.

**Vendredi saint
2021**

ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

Quand je suis tombée sur l'histoire du mannequin ouïghour Merdan Ghappar lors de mes recherches menées dans le cadre de cette campagne, cela m'a fait froid dans le dos. Ce jeune homme qui a eu le courage d'alerter le public depuis un centre de détention du Xinjiang ... Ses traits épuisés dans sa vidéo, quel contraste avec le mannequin distingué que l'on peut voir sur les photos précédentes ! Vous pouvez lire le contexte de toute cette histoire dès la page 2. En parlant de vêtements – plus de vingt pour cent du coton utilisé dans le monde est produit par des travailleurs forcés du Xinjiang. Et nos relations économiques avec la Chine ? Elles sont très problématiques, comme vous pouvez le lire à partir de la page 8.



Vous aussi, vous pouvez vous engager contre cette oppression de masse sans précédent en signant et en diffusant nos lettres-pétitions adressées au président chinois et à l'Union européenne (informations dès la page 12).

Bonne lecture à toutes et à tous, et surtout merci pour votre engagement.



Katleen De Beukeleer
Responsable communication et campagnes

IMPRESSUM

Éditrice ACAT-Suisse (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, coordonnées en p. 16) •
Rédaction ACAT-Luxembourg, Ruth Blum, Katleen De Beukeleer (coordination, k.debeukeleer@acat.ch), Dominique Joris • **Traduction** Dominique Joris, SwissTranslate, ACAT-Luxembourg •
Conception Katleen De Beukeleer • **Impression** Funke Lettershop AG, Zollikofen

Image en page de couverture Juillet 2009 : des Ouïghour.e.s et des sympathisant.e.s protestent à Berlin après les émeutes à Ürümqi, la capitale de la Région autonome du Xinjiang. (IMAGE : Claudia Himmelreich, Fact Finders Berlin, CC BY 2.0, via Wikimedia Commons)

Cette campagne s'inspire largement des recherches et des textes de nos collègues de l'ACAT-Luxembourg sur la même thématique.

TABLE DES MATIÈRES

2

Contexte

Un peuple sans droit à l'existence

8

Xinjian et la Suisse

Relations Chine-Europe / Suisse :
l'économie avant les droits
humains ?

12

Appels urgents

Signez les appels urgents
en faveur des Ouïghour.e.s

14

Méditation

C'est dans le visage d'autrui
que Dieu me parle

CONTEXTE

Un peuple sans droit à l'existence

La situation désespérée des Ouïghour.e.s au Xinjiang est désormais connue – enfin ! La répression systématique de cette minorité musulmane par l'État chinois n'est malheureusement pas nouvelle. L'ampleur et la cruauté de cette oppression de masse sans précédent ne cessent de s'intensifier.

Merdan Ghappar a l'habitude d'être sous les projecteurs. Le modèle ouïghour se montre vif et élégant sur les photos et dans les vidéos promotionnelles du site de vente en ligne chinois Taobao. En août 2020, cependant, ce jeune homme de 31 ans a envoyé une vidéo complètement différente à la BBC.

Dans cette vidéo d'une minute, Merdan Ghappar se filme dans une cellule. Les cheveux mal coiffés, son visage exprimant un sentiment d'anxiété et de grande fatigue, les vêtements sales. Sa main gauche est attachée à un lit avec une chaîne. En arrière-plan, on entend de perçants messages de propagande chinoise dans les haut-parleurs.

Merdan Ghappar a été arrêté en août 2018 et condamné à 16 mois de prison pour vente de cannabis. Une fausse accusation, comme le soulignent ses amis. Un mois après sa libération, la police l'a réincarcéré. Tout ce que les autorités ont dit, c'est qu'il pourrait

avoir besoin de quelques jours de formation dans sa ville natale – un euphémisme utilisé pour les camps de la région autonome chinoise du Xinjiang. Depuis un de ces camps, le mannequin a réussi à accéder à son téléphone et à communiquer avec le monde extérieur. Les SMS qu'il a également transmis à la BBC sont déchirants. « Tout mon corps est couvert de poux », écrit-il. « Chaque jour, je les attrape et les enlève de mon corps – ça me démange tellement. » Merdan Ghappar décrit également les conditions dans la prison où il était auparavant détenu. Les cellules étaient tellement surpeuplées qu'il n'y avait pas de place pour dormir. Les prisonniers doivent constamment porter un sac sur la tête et, depuis le début de la pandémie de coronavirus, un masque de protection. On entendait en permanence des cris insupportables des codétenus depuis la « salle d'audition ».

Avant son arrestation, Merdan Ghappar était en contact régulier avec son oncle, qui vit en exil aux Pays-Bas. « Il n'a été arrêté que parce que je suis à l'étranger et que je participe à des manifestations contre les violations des droits humains en Chine », a déclaré l'oncle à la BBC. Cette pratique est déjà bien documentée dans d'autres cas.

Internement de masse

Le Xinjiang, où Merdan Ghappar est détenu, est le foyer principal des Ouïghours turcophones, principalement musulmans. Merdan Ghappar n'est qu'un prisonnier parmi tant d'autres : selon des sources crédibles, plus d'un million d'Ouïghours seraient ou auraient

a affirmé qu'il ne s'agissait pas de camps d'internement mais d'« établissements de formation professionnelle » mis en place pour améliorer l'éducation des Ouïghours et leur donner un meilleur accès au marché du travail. Comme à son habitude, la Chine a interdit « toute ingérence dans ses affaires intérieures ».

Un article du *New York Times* de novembre 2019 a fourni des preuves de l'ampleur inimaginable de la répression chinoise depuis 2014. Sous le titre « Absolutely No Mercy », le journal américain a publié les « China Cables », des documents secrets du gouvernement chinois de 2017 et 2018 issus de fuites d'informations. Des dizaines de journalistes et d'experts avaient évalué ces documents secrets. Leurs conclusions : aucun doute sur la politique brutale de répression à l'encontre des Ouïghours. Les « centres de formation professionnelle » du Xinjiang seraient en fait des camps de rééducation fortement gardés où tout un peuple est endoctriné et puni.

Un article du New York Times de novembre 2019 a fourni des preuves de l'ampleur inimaginable de la répression chinoise depuis 2014.

été emprisonnés dans des camps d'internement de masse. En 2014, le gouvernement chinois a commencé à installer ces camps, dans lesquels les Ouïghours sont détenus arbitrairement dans des conditions extrêmement brutales. Les observateurs disent qu'il s'agit de la plus grande incarcération de masse d'une minorité ethnique dans le monde actuel.

La presse occidentale parle depuis 2017 de ces camps. La Chine en a reconnu l'existence en 2018, mais

Une longue histoire d'oppression

L'oppression dans la région autonome du Xinjiang n'est pas un fait nouveau. Du point de vue des Ouïghours, en 1949, les Chinois ont occupé par la force la « deuxième République du Turkestan oriental », une république populaire socialiste des peuples turcs créée en 1944 dans une petite partie du Xinjiang. Du point de vue de la Chine, l'histoire est différente : les soldats chinois ont été accueillis comme libérateurs par les Ouïghours, qui étaient

heureux de participer à la révolution communiste.¹

Après l'occupation du « Turkestan oriental » en 1949, de violentes actions séparatistes se sont répétées au Xinjiang. Dès le début, le gouvernement chinois a tenté d'en venir à bout grâce à la colonisation des Hans qui ont apporté avec eux leur culture et leur langue. Les Hans ne représentaient que 4% de la population du Xinjiang en 1949. En 2019, ils étaient passés à plus de 40% sur une population totale d'environ 29,6 millions d'habitants. Quelque 20 millions d'Ouïghours vivent dans le monde, dont environ 18 millions au Xinjiang et au Kazakhstan voisin. On estime que 2 millions d'Ouïghours ont quitté leur patrie et sont partis en exil.

Le Xinjiang, avec ses frontières avec six autres États, était – dès le départ – d'une grande importance géopolitique et géostratégique pour la Chine. Envi-

ron 30% des réserves de pétrole continentales et 30% des réserves de gaz se situent, en effet, dans la région autonome du Xinjiang sur une superficie de 1,6 million de km² (soit quarante fois la superficie de la Suisse), sans que les Ouïghours indigènes puissent bénéficier de l'exploitation de ces ressources. L'importance du Xinjiang a progressé lorsque le président chinois Xi Jinping, qui a pris ses fonctions en 2013, a déclaré que l'immense projet d'infrastructure « La nouvelle route de la soie » – avec le Xinjiang comme région centrale – faisait office de priorité absolue. On a pu observer, en parallèle, l'intensification de la répression contre les Ouïghours.²

Cependant, en 2009 l'oppression avait déjà atteint des proportions telles que des centaines d'Ouïghours dans la capitale Ürümqi ont commencé à protester pacifiquement contre la discrimination

CARTE : TUBS, CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons



et l'inégalité de traitement. Lorsque les manifestations se sont intensifiées après le recours massif à la violence policière, au moins 197 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées. Des attaques spectaculaires ont ensuite eu lieu en 2013 et 2014, dont une association séparatiste islamo-ouïghoure a revendiqué la responsabilité. Le gouvernement chinois a répondu à ces attaques avec une grande sévérité et les a exploitées à des fins de propagande. Depuis lors, et en référence aux événements du 11 septembre 2001, la Chine s'est imposée au niveau international en tant que championne de la lutte contre l'islamisme, détournant ainsi l'attention des causes des attentats.

« Suspicion générale de terrorisme »

Sans justifier cette violence, les attentats sont avant tout une réaction à la terreur croissante du gouvernement chinois. Un certain nombre d'Ouïghours ont en fait rejoint l'EI dans d'autres pays. Néanmoins, c'est une tactique de propagande perfide de mettre tous les Ouïghours sous le soupçon du terrorisme et d'alimenter en même temps l'islamophobie croissante du monde occidental. De nombreux observateurs occidentaux, pourtant critiques, ont du mal à faire la différence entre islam et terrorisme islamiste, tandis que le bouddhisme est plutôt associé à une philosophie de paix et de conciliation.

Manque d'intérêt de la part de l'Occident

Rétrospectivement, il existe une grande différence dans la manière avec

laquelle le monde occidental traite le sort très comparable des Ouïghours et des Tibétains. En octobre 1950, l'armée populaire a pénétré au Tibet, façonné par le bouddhisme régional et qui est désormais devenu la « Région autonome du Tibet ». Les Tibétains se sont d'abord défendus contre les occupants chinois avec tous les moyens, y compris la violence. La fuite du Dalaï-lama vers l'Inde en 1959 a été accompagnée de protestations soutenues du monde occidental. La critique envers la Chine face à la répression au Tibet n'a jamais cessé et, heureusement, les Tibétains peuvent encore compter sur une solidarité mondiale à ce jour. Le chef laïc et spirituel exilé, le Dalaï-lama, est un défenseur internationalement reconnu et même vénéré de sa cause. Le bouddhisme tibétain a toujours été apprécié en Occident comme véritable source d'inspiration spirituelle. Les Ouïghours musulmans, au contraire, n'ont jamais eu une telle figure symbolique internationalement connue pour leur résistance. De plus, en Occident, l'islam en tant que religion ne suscite pas autant d'intérêt et de sympathie que le bouddhisme tibétain.

Pendant trop longtemps, rien du sort des minorités musulmanes du Xinjiang, incluant les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres, n'a atteint la conscience du monde. Cela n'a changé qu'avec la publication des « China Cables » mentionnés ci-dessus. Jusque-là, le Xinjiang était avant tout une destination exotique pour les touristes culturels ambitieux.

2014 : hausse soudaine du nombre d'incarcérations

En mai 2014, le gouvernement chinois a lancé sa campagne « coup de poing contre le terrorisme ». En juillet 2016, Chen Quanguo a été nommé secrétaire du Parti du Xinjiang. Avec cette nomination, l'histoire ouïghoure et tibétaine ont convergé une fois de plus. Avant de venir dans la région du Xinjiang, Chen Quanguo était connu pour sa répression brutale contre le peuple tibétain comme secrétaire du parti au Tibet. Lorsqu'il a pris ses fonctions, le nombre d'incarcérations au Xinjiang est monté en flèche. L'appareil policier et sécuritaire a vu ses effectifs augmenter de 90 000 unités.³

Aujourd'hui, la Chine utilise une technologie de surveillance de pointe au Xinjiang de manière à ce que les Ouïghours sont désormais sous surveillance permanente et complète. L'ensemble de la région du Xinjiang est devenu un camp à ciel ouvert, chaque pas est surveillé, la moindre violation des règles est sanctionnée par un internement dans les camps de concentration. Des milliers d'enfants sont séparés de leurs parents. Contrôles constants et repréailles font partie de la vie quotidienne des Ouïghours et autres minorités musulmanes, et couvrent tous les domaines de la vie : rassemblements, langue, culture, pratique religieuse, tout est interdit sous peine de sanction. Même le fait d'avoir des enfants est réglementé par la Chine : des recherches montrent que les femmes sont soumises de force à des méthodes de contrôle des naissances.

Des témoignages directs de cette tragédie sont très rares. Les images et les informations transmises par Merdan Ghappar sont quasi uniques. Bien entendu, leur publication peut conduire à une peine plus dure ou plus longue pour Ghappar. Selon ses proches, cela reste son dernier espoir d'alerter l'opinion sur son cas et sur la situation désespérée dans laquelle se trouvent les Ouïghours en général. « Se taire ne l'aidera pas non plus », affirme l'oncle de Merdan Ghappar à la BBC depuis son exil à Amsterdam. ●

^{1,2} www.bpb.de/internationales/weltweit/innerstaatliche-konflikte/54592/china-xinjiang

³ *Süddeutsche Zeitung* 25.11.2019 et www.bpb.de (voir ci-dessus)

Cette contribution est basée sur le texte « Ce n'est pas sans raison qu'Allah a donné deux oreilles, mais une seule langue » de l'ACAT-Luxembourg. Il a été publié en allemand début février 2021 dans l'édition



« **China - Menschenrechte - Luxembourg** » du magazine luxembourgeois **Forum**.

→ Quelques textes de *Forum* en ligne :



www.forum.lu/issue/china-menschenrechte-luxembourg

→ Commander le magazine entier : sur www.forum.lu ou par e-mail à office@forum.lu

Le **reportage de la BBC** avec la vidéo, les messages textes et les photos de Merdan Ghappar sont disponibles ici :

www.bbc.com/news/world-asia-china-53650246

Relations Chine-Europe / Suisse : l'économie avant les droits humains ?

Nos relations avec la Chine doivent-elles se résumer à la « priorité du porte-monnaie » ? Certes, les emplois de nos entreprises et de nos industries sont importants, mais pas à n'importe quel prix. Les graves violations des droits humains, comme celles qui oppressent les Ouïghour.e.s, ne peuvent être ignorées.

Durant les deux dernières décennies, et spécialement depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2013, la Chine n'a cessé de gagner en puissance stratégique, militaire et surtout économique. La Chine est devenue l'un des acteurs globaux majeurs de l'économie mondiale.

Et elle continue d'étendre son influence. En novembre 2020, en pleine pandémie mondiale, ce pays a conclu avec 14 États de l'Asie-Pacifique un vaste accord de libre-échange. À la fin décembre 2020, l'Union européenne (UE) et la Chine – son deuxième partenaire commercial – ont aussi finalisé leurs négociations en vue d'un accord d'investissement. Mais la Chine a lié cet accord à une stricte « non-immixtion » par les Européens – dans ses affaires internes ». Sous le tapis donc les critiques à l'encontre des camps de travail

forcé au Xinjiang ou de la répression contre le mouvement démocratique à Hong Kong. L'accord doit encore être ratifié par le parlement européen. Mais les voix des députés critiques de la Chine sont minoritaires et n'empêcheront pas la ratification du texte. L'UE verra ainsi sa position de négociation encore affaiblie dans une occasion manquée de rétablir un langage fort vis-à-vis d'un pays sans aucun scrupule pour les droits humains.

Quant à la Suisse, un accord de libre-échange (ALE) de large portée économique et commerciale est en vigueur entre les deux pays depuis 2014. Pour les entreprises suisses et les emplois dans notre pays, ces accords sont évidemment d'une très grande importance. L'ALE fut même le premier du genre établi entre la Chine et un État d'Europe continentale. Cependant il a été adopté par le parlement sans aucune garantie en matière de droits humains ou de droit du travail, ce qu'exigeait la société civile. Et le



texte n'a pas été soumis au référendum facultatif, alors que les sondages montrent que 75 % des Suisses veulent que les droits humains soient mieux pris en compte dans les ALE négociés par la Confédération.

L'ALE a certainement contribué à l'essor de l'économie suisse. Et de celle de la Chine. Alors que la situation des droits humains en Chine s'est péjorée. Tibétains, Ouïghours, opposants de Hong Kong, lanceurs d'alerte sur la pandémie, chrétiens, adeptes du Falun Gong, avocats et défenseurs des droits humains ou de l'environnement, en somme tous ceux et celles qui se mettent en travers du chemin du tout-puissant parti communiste chinois, sont poursuivis, réduits au silence, emprisonnés, torturés, éliminés sans pitié. Même le Conseiller fédéral Ignazio Cassis a reconnu en été 2020 que les violations des droits humains sont en augmentation en Chine. Il est grand temps que la Suisse se montre plus pointilleuse en matière de droits humains et hausse le ton face à ces violations, en particulier celles visant la population ouïghoure.

Accord de réadmission discret avec la Chine : aux frais de la princesse !

L'accord de réadmission établi avec la Chine en 2015 est passé longtemps inaperçu. Ce genre d'accord destiné à identifier les ressortissants présents illégalement en Suisse, par exemple des requérants déboutés, pour les renvoyer dans leur pays d'origine, a été signé avec une cinquantaine de pays. L'accord avec la Chine n'est donc pas exceptionnel. Mais il se révèle être très

problématique à plusieurs points. Tout d'abord, le texte passé avec la Chine consiste en un simple « accord technique » (« arrangement » en anglais dans le texte), et non une convention plus formelle – paraphée par un Conseiller fédéral ou un diplomate de haut rang – comme c'est le cas avec la plupart des autres pays. Côté suisse, c'est le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) qui a été en charge de la signature. La Chine

Les sondages montrent que 75 % des Suisses veulent que les droits humains soient mieux pris en compte dans les accords de libre-échange négociés par la Confédération.

est représentée par le Ministère public de la Sécurité public. Et ni le nom, ni la fonction des deux signataires n'apparaissent à côté des signatures. Il semble que tout avait été fait pour donner le moins de publicité possible à ce texte. Sur le fond, l'accord permet à la Suisse d'inviter des spécialistes du gouvernement chinois afin que ceux-ci puissent enquêter sur les personnes susceptibles d'être renvoyées de Suisse, et les auditionner afin de confirmer ou non leur citoyenneté chinoise. Le tout (y compris billets d'avion, allocations per diem, assurance maladie et accident, et mesures de sécurité) aux frais de la Confédération. Le directeur du SEM précise que l'accord ne

concerne pas les Tibétains. Ceux-ci ne risquent pas de renvoi en Chine. Pour les autres ressortissants, les experts du SEM disent analyser sérieusement les risques au retour. Le SEM affirme candidement qu'aucune audition n'est menée avec des personnes menacées de persécution à leur retour en Chine. Soit, mais pour les autres, comment le SEM peut-il être certain qu'une fois retournées chez elles, ces personnes – par exemple des Ouïghours ou des adeptes du Falun Gong – ne sont pas menacées, poursuivies ou persécutées par leur gouvernement ? Ou que, même si elles restent en Suisse, une fois leur identité révélée, leur famille éventuellement restée au pays ne risque rien ? Il est quasi impossible, en tout cas très difficile, d'assurer un suivi sur place des personnes renvoyées ou de leur famille. Les garanties diplomatiques avancées souvent par la Suisse se révèlent, à notre avis, bien illusoire. Selon le SEM, la Suisse n'aurait fait usage de l'invitation controversée qu'une fois depuis 2015. Et d'affirmer que de toute manière, même sans cet arrangement, tombé à échéance en décembre 2020, la Suisse peut continuer à inviter des agents chinois sur la base de l'ordonnance sur le renvoi et l'expulsion des étrangers. Alors, pourquoi les autorités suisses poussent-elles à un renouvellement de cet accord ? Une commission du parlement doit se pencher sur la question en mars prochain. Mais en fin de compte, ce sera le Conseil fédéral qui aura le dernier mot. La société civile, dont l'ACAT-Suisse, devra rester très attentive au développement de ce dossier.



Il est temps d'ouvrir les yeux : La Chine est le plus grand producteur mondial de coton, 84% de sa production vient du Xinjiang.

Nos habits importés de l'Empire du Milieu : les Ouïghours « filent un très mauvais coton »

L'année 2020 a vu une recrudescence de témoignages et de rapports accablant de plus en plus la Chine pour sa répression féroce à l'encontre des musulmans ouïghours du Xinjiang, notamment pour les camps de travail forcé mis en place et la politique de redressement idéologique développée à l'encontre de cette ethnie. Cette répression a cependant quelques répercussions ... perceptibles jusque dans nos porte-monnaie et nos armoires ! En effet, une partie des habits achetés à bas prix en Occident sont confectionnés dans des usines par des milliers d'Ouïghours incarcérés dans ces camps et avec le coton



IMAGE : Anastasia Gepp, Pixabay

récolté justement au Xinjiang dans des conditions inhumaines. De grandes marques de renom sont soupçonnées de s'approvisionner sur ce marché (par exemple H&M, C&A ou Calvin Klein). Et selon une coalition mondiale d'ONG, un cinquième des produits en coton serait lié au travail forcé et aux violations des droits humains au Xinjiang (voir le lien vers la pétition « End Uyghur Forced Labour » à la fin de ce texte). La Chine est le plus grand producteur mondial de coton, 84% de sa production vient du Xinjiang. En outre, la plupart des masques anti-covid utilisés en Suisse viennent de Chine. Or, de nombreux producteurs de masques ont recours au travail forcé. Il est probable que ceux que nous utilisons suivent cette filière.

Sous le hashtag « #NoComplicity », l'Association Ouïghours Suisse et la Société pour les peuples menacés ont organisé une pétition sur la plateforme *Campax*, demandant au Conseil fédéral de renégocier l'Accord de libre-échange conclu avec la Chine en 2013 afin de s'assurer qu'aucun produit importé en Suisse ne soit issu du travail forcé des Ouïghours. La pétition requiert notamment d'introduire « des clauses contraignantes relatives au respect des droits humains », « des mécanismes de contrôle solides » et que « les conflits en matière d'emploi et de travail soient portés devant un tribunal arbitral ». Cette pétition, munie de 23 000 signatures, a été transmise au Conseil fédéral au début septembre 2020.●

SOURCES : ACAT-Luxembourg avec forum.lu/humanrights.ch/ Administration suisse/ SwissInfo/ Le Temps/ Center for Security Studies, ETH Zürich/ gfbv.ch/ campax.org



S'informer sur la campagne suisse #NoComplicity :

bit.ly/NoComplicity_FR



Pétition



Signer la pétition « End Uyghur Forced Labour » :

enduyghurforcedlabour.org

APPELS URGENTS

Signez les appels urgents en faveur des Ouïghour.e.s

Deux appels urgents (sous forme de deux lettres-pétition) initiés par l'ACAT-Luxembourg et repris par les ACAT européennes, interpellent d'une part le président chinois pour qu'il libère le défenseur ouïghour des droits humains Ilham Tohti, et demandent d'autre part à l'Union européenne d'agir avec fermeté envers la Chine pour qu'elle mette fin à la répression contre la population ouïghoure.

Surveillance intrusive permanente de la population à l'aide des technologies les plus évoluées, interdiction des pratiques culturelles et religieuses exercées en public autant qu'en privé, bannissement des rassemblements,

détention arbitraire dans des camps d'internement de masse, mauvais traitements et torture, travail forcé, stérilisations et avortements forcés, endoctrinement idéologique ... Tel est le lot quotidien réservé à des millions d'Ouïghours au Xinjiang.

Longtemps ignorées par la communauté internationale et les médias, ces exactions ne peuvent plus être niées. Les témoignages sont accablants. Ils impliquent aussi les avantages que l'industrie du textile, et les consommateurs que nous sommes tous, tirent du travail forcé de milliers d'Ouïghours produisant, dans des conditions inhumaines, quantité de produits à base de coton vendus à bas prix dans nos magasins.

18 décembre 2019, Parlement européen : au nom de son père emprisonné, Ilham Tohti, Jewher Ilham reçoit le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit.





Ensemble pour les droits humains

Les défenseurs des droits humains s'élevant contre ces crimes ne sont pas « oubliés » par le régime de Xi Jinping. Arrêtés et jugés arbitrairement, emprisonnés pendant des années, torturés ou « disparus », ils n'ont d'autre choix que l'exil s'ils veulent sauver leur peau. Ilham Tohti, défenseur réputé des droits humains et des droits de la minorité ouïghoure de Chine, paie très chèrement son long engagement en faveur du dialogue et de la compréhension mutuelle entre les Ouïghours et les autres peuplades chinoises. Condamné à la prison à perpétuité en 2014, Ilham Tohti continue à plaider pour la modération et la réconciliation. La lettre-pétition au président chinois lui demande de libérer immédiatement Ilham Tohti. Le deuxième appel demande au vice-président de l'Union européenne de faire pression sur la Chine pour qu'elle mette fin aux persécutions à l'encontre de la communauté ouïghoure.

Nous vous invitons à signer les deux lettres-pétition ci-jointes et à les envoyer directement aux destinataires concernés (pas d'envoi à l'ACAT). Les restrictions dues à la pandémie interdisent encore les rassemblements. Nous vous sommes ainsi d'autant plus reconnaissants de faire circuler les lettres parmi votre entourage ou de les mettre à disposition du public dans les présentoirs des églises. ●



Les lettres-pétition sont aussi disponibles en ligne :

www.acat.ch > Agir > Vendredi saint

Grâce à vos dons, l'ACAT-Suisse s'engage depuis 40 ans pour les personnes qui, dans le monde entier, souffrent de l'injustice et de la douleur. Nous y regardons de plus près, informons et agissons contre l'oubli. Nous aidons les personnes individuelles, nous dénonçons et nous accusons. Vous y contribuez beaucoup.

Le droit à la vie et l'interdiction de la torture sont des droits humains universels. Pourtant, notre travail est absolument nécessaire : l'ACAT-Suisse dénonce les arrestations arbitraires, les exactions et la peine de mort par des appels et des pétitions. De la même manière – comme c'est le cas actuellement avec la campagne du Vendredi saint 2021 –, la persécution inhumaine de peuples comme les Ouïghours par le régime totalitaire chinois. Ici comme là-bas, nous appelons à regarder et à agir contre l'oubli.

Nous y réuississons, certes, mais seulement avec votre aide morale et financière. Votre don est un investissement dans la préservation de la dignité humaine et sauve des vies. Nous vous remercions pour votre soutien durable – hier, aujourd'hui et demain. Chaque franc compte.

Contactez notre responsable du fundraising **Ruth Blum** :
079 220 85 64 ● r.blum@acat.ch

ACAT-Suisse ● Speichergasse 29 ● Case postale ● 3001 Berne ● www.acat.ch

Compte bancaire :

IBAN : CH16 0900 0000 1203 9693 7
CCP : 12-39693-7

Modèle d'annonce de collecte pour votre Église ou votre paroisse :

→ Voir www.acat.ch > Agir > Vendredi saint



MÉDITATION

C'est dans le visage d'autrui que Dieu me parle

Nous contemplons le « Visage du Christ, couronne d'épines », peint par Alexej Jawlensky en 1918 – visage d'un homme martyrisé, plongé dans la douleur. La couronne d'épine a une double signification : à la douleur physique s'ajoute l'expérience du mépris et du rejet. Le « signe lumineux » sur le front du torturé fait pressentir que la souffrance sera surmontée. Si nous nous exposons entièrement à cette image de souffrance, nous le faisons dans l'espoir et la conviction que ni la mort ni la violence n'auront le dernier mot.

Les évangiles nous transmettent le récit de la souffrance et de la mort de Jésus. Juste avant ce récit, chez Matthieu (25,40), nous trouvons le testament de Jésus : « Ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits, qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. » Qui sont les plus petits frères et sœurs ? Ou encore : « Qui est mon prochain ? » Dans la parabole du bon Samaritain (Lc 10,29-36), Jésus répond clairement à cette question : mon prochain, c'est celui ou celle qui en ce moment même a besoin de mon aide, sans distinction de religion, de sexe, d'ethnie ou de position sociale. À nous de nous faire le prochain de cette personne, en nous engageant pleinement et sans hésiter.

Et c'est ainsi que nous voyons apparaître cette année, derrière le visage de l'homme de douleur, les visages des hommes, femmes et enfants de la minorité musulmane des Ouïghours dans la Région autonome du Xinjiang, auxquels la campagne du Vendredi saint de cette année est consacrée. Les Ouïghours n'ont pas le droit de pratiquer leur langue, ni leur culture, ni leur religion. Ils vivent sous la surveillance et le contrôle permanents de l'État chinois. Innombrables sont ceux et celles qui, dans des camps d'internement de masse, subissent les mauvais traitements et la torture et font face au génocide culturel, détenus derrière des fils de fer barbelés épineux et tranchants – au vu et au su du monde entier.

Un proverbe ouïghour dit : « Non sans raison, Allah a donné deux oreilles mais une langue. » Nous prions Dieu afin qu'il nous aide à entendre les torturés et à intercéder, d'une seule langue, en faveur de nos frères et sœurs. Nous prions avec le psalmiste : « Je pense à ta parole : cherchez ma face ! Je cherche ta face, Seigneur. » (Ps 27,8) et nous le savons : « C'est dans le visage d'autrui que Dieu me parle » (E. Levinas) – dans le visage de la personne humaine vulnérable, blessée.●

ACAT-Luxembourg

Dans nos obscurités Allume le feu Qui ne s'éteint jamais ...

Taizé



Allumez une lumière de l'espérance !

Les lanternes de l'ACAT sont disponibles au secrétariat de l'ACAT :

5 pièces CHF 10.-
10 pièces CHF 13.-
dès 15 pièces CHF 1.- / pce

Prix incluant les frais de port et d'emballage.

Envoi avec facture et bulletin de versement.



ACAT-Suisse

Speichergasse 29 • Case postale • 3001 Berne

+41 (0)31 312 20 44

info@acat.ch • www.acat.ch • www.facebook.com/ACATSuisse

CCP : 12-39693-7 • IBAN : CH 16 0900 0000 1203 9693 7



**Votre don en
bonnes mains.**